



## PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des  
populations  
Service prévention des risques techniques

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° SI2011-05-25-0040-DDPP du 25 MAI 2011

mettant en demeure la Société NATUREX de respecter  
certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008  
portant prescriptions pour les installations classées pour la  
protection de l'environnement

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

**VU** le Code de l'Environnement dans sa partie législative, Livre V - Titre 1<sup>er</sup> et IV et notamment son article L 514-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008 visant à fixer à l'entreprise NATUREX, des prescriptions portant sur l'ensemble de l'établissement à la suite des modifications qui lui ont été apportées ;

**VU** l'écart constatée lors de l'inspection effectuée le 30 novembre 2009 ;

**VU** l'inspection du 24 mars 2011 où il a été constaté que l'écart observé lors de l'inspection précédente persistait ;

**VU** l'absence de propositions concrètes visant à respecter les prescriptions dudit arrêté ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 mai 2011 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SI 2010-02-17-0060-PREF du 17 février 2010 donnant délégation de signature à Madame Agnès PINAULT, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

**CONSIDERANT** qu'il est stipulé au point 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008 que le stockage de liquides inflammables est interdit dans l'entrepôt B.

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas présenté les propositions visant à soustraire ces produits de l'entrepôt B.

**CONSIDERANT** qu'il convient donc, en application des prescriptions de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions susvisées de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection de la population,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société NATUREX dont le siège social est situé sur la commune de AVIGNON MONTFAVET, site de l'Agroparc, BP 1218 84911, AVIGNON Cedex est tenue de respecter, pour ses installations situées chemin des Broquetons 84140 Avignon/Montfavet, les dispositions suivantes.

L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires afin de supprimer tout stockage de liquides inflammables dans l'entrepôt B pour le **1er août 2011 au plus tard.**

Dans l'attente de la suppression du stockage, l'exploitant devra mettre en œuvre tout moyen afin de limiter le risque d'incendie (renforcement des moyens de lutte contre l'incendie, etc..).

### **ARTICLE 2**

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L.514-11.II et L.541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'Environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

### **ARTICLE 3**

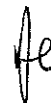
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 4**

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Avignon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le **25 MAI 2011**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Agnès PINAULT

## Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

## Art. R. 514-3-1

- Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.